

enfants a augmenté de 1.5 p. 100 et de 1.4 p. 100 respectivement, au cours de la même période. Le prix des meubles et des autres articles ménagers a également augmenté, ainsi que celui des services. En effet, ce dernier domaine a affiché une hausse de 1.6 p. 100 au cours du troisième trimestre de 1969 par rapport au trimestre précédent.

Il s'est aussi produit une hausse effarante du taux d'intérêt des banques et des compagnies de finances. Le taux d'intérêt courant à la banque est présentement de 8 $\frac{3}{4}$ p. 100 ou de 9 p. 100. Quant à ceux qui n'ont pas les moyens d'emprunter à la banque, ils le font auprès des compagnies de finances et d'autres sociétés, à des taux de 18 ou 20 p. 100, et même, quelquefois, à des taux plus élevés.

J'ai en main une annonce du gouvernement de la province de Québec, qui prouve bien ce que j'avance. Cette annonce indique que l'Hydro-Québec a emprunté, le 3 décembre dernier, la somme de 50 millions de dollars, payable en fonds américains, à 9 $\frac{3}{4}$ p. 100, et dont l'échéance est fixée au 15 décembre 1995.

Si l'on s'arrête un instant pour considérer cet emprunt, on peut constater que le 15 décembre 1995, l'Hydro-Québec devra remettre aux compagnies prêteuses américaines, pour cette transaction, la somme d'environ 175 millions de dollars, soit à peu près 125 millions de dollars en intérêt seulement, pour une période de 25 ans. Et la somme empruntée est de 50 millions de dollars! A mon avis, il est tout à fait insensé de payer trois fois et demie une dette à une échéance aussi courte que 25 ans. Qui paiera la note? Je me le demande. Tout le monde ici le sait. Ce sont les contribuables du Québec. C'est un exemple, parmi des centaines d'autres, qui prouve le manque total de génie financier de ceux qui administrent le Canada.

J'aimerais appeler l'attention des députés sur l'augmentation du taux de chômage qui sévit actuellement au Canada. Il s'agit d'un autre symptôme de l'incapacité de l'administration actuelle à solutionner le problème. Selon le bulletin 71-001F du Bureau fédéral de la statistique du mois de novembre, relativement à la situation de la main-d'œuvre, au mois d'octobre, le nombre des chômeurs s'est accru de 26,000 par rapport à 1968. Exprimé en pourcentage de l'effectif de la main-d'œuvre, le taux de chômage était de 3.9 p. 100 au mois d'octobre 1969 par rapport à 3.4 p. 100 au mois de septembre 1969 et à 3.6 p. 100 au mois d'octobre 1968.

Les taux d'activité chez les hommes, pour le troisième trimestre, pour l'année 1969 ont été inférieurs par rapport à 1968 pour tous les groupes d'âge. Là se trouve la raison d'être du gouvernement relativement à ces faits qui

prouvent, hors de tout doute, que le nombre de gens qui en sont réduits au strict minimum s'accroît de jour en jour.

J'aimerais aussi appeler l'attention des députés sur le cas des agriculteurs qui, sous l'administration actuelle, sont certainement très près de la faillite. Environ 13,000 exploitations agricoles ont disparu l'an dernier. En 1967-1968, il y a eu 5.3 p. 100 de moins de cultivateurs au Canada. Pour le prouver, je citerai quelques extraits de rapports. Selon le rapport du ministère de l'Agriculture du Canada n° 1349, à la page 11, on peut lire ce qui suit:

Bien que l'indice général des prix à la consommation ait marqué une hausse de 36 p. 100 entre 1948-1952 et 1964-1968, le prix des denrées alimentaires n'a augmenté que de 33 p. 100 au détail. Les prix obtenus par les cultivateurs n'ont augmenté que de 9 p. 100 durant cette même période.

Il existe donc un écart de 27 p. 100, ce qui est très grave, selon moi. Quelques ministériels très intéressés au système actuel diront: Le gouvernement subventionne et, grâce à ces importantes subventions, le cultivateur peut s'en sortir.

A la page 12 du rapport précité, publié par le ministère de l'Agriculture, il y a quelques semaines, on peut lire ce qui suit:

Les cultivateurs canadiens ne reçoivent pas beaucoup de subventions. Une comparaison effectuée par l'OCDE démontre que les dépenses fédérales pour l'agriculture au Canada (y compris non seulement les subventions, mais tous les services comme la recherche et l'inspection) s'établissent à une moyenne d'environ \$286 par personne active en agriculture contre \$1,287 aux Etats-Unis.

Il n'y a qu'une différence de \$1,000 par travailleur annuellement; quel est donc l'avenir des agriculteurs canadiens?

A mon avis, on peut dire, sans l'ombre d'un doute, que notre système financier n'est pas adéquat. Ceux qui administrent l'économie canadienne peuvent ne pas être compétents. Quant à moi, je préfère blâmer le système. On ne peut certes pas blâmer notre pays, car le Canada est très riche. Mais, à cause de la mauvaise administration du gouvernement actuel, le nombre des pauvres augmente d'une façon alarmante tous les jours.

En étudiant certains symptômes, nous constatons que le gouvernement actuel a failli à la tâche en voulant pallier l'inflation. Nous nous apercevons que la recette n'était pas bonne, car il s'est produit une hausse effarante du prix des assurances, des services municipaux, scolaires et autres. Quant à ceux qui doivent exiger des taux d'intérêt si élevés, je ne veux pas les critiquer, parce qu'ils ont besoin d'argent pour payer l'intérêt sur les prêts qu'ils ont contractés ici et là.

L'économie actuelle est dans un cercle vicieux que seul le système du Crédit social